



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les relations entre le développement et les coopératives.

Discussion par J. de Saint-Martin

E. Rives

Résumé

La Coopération a une place déterminante à prendre dans le développement.

Tout eu presque, a été dit sur son rôle théorique. Deux exemples concrets de développement possible, déjà réalisé en certaines régions, permettent de tirer des conclusions sur la méthode, ou les méthodes, permettant d'accélérer l'évolution.

Illustrant la place privilégiée que peut prendre la Coopération dans le développement, ces exemples portent sur deux productions bien différentes : l'une, essentielle, la production de la viande, intéresse tous les départements français et est étroitement liée à celle du lait. L'autre est très secondaire et localisée : l'olive de table.

Dans ces deux cas, la Coopération a été l'animateur déterminant de l'évolution.

Citer ce document / Cite this document :

Rives E. Les relations entre le développement et les coopératives. Discussion par J. de Saint-Martin. In: Économie rurale. N°99-100, 1974. Le développement agricole en France. pp. 79-83;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1974.2277>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1974_num_99_1_2277

Fichier pdf généré le 26/03/2019

Les relations entre développement et coopératives

par Etienne RIVES, président du Centre National
de la Coopération Agricole

La Coopération a une place déterminante à prendre dans le développement.

Tout ou presque, a été dit sur son rôle théorique.

Deux exemples concrets de développement possible, déjà réalisé en certaines régions, permettent de tirer des conclusions sur la méthode, ou les méthodes, permettant d'accélérer l'évolution.

Illustrant la place privilégiée que peut prendre la Coopération dans le développement, ces exemples portent sur deux productions bien différentes : l'une, essentielle, la production de la viande, intéresse tous les départements français et est étroitement liée à celle du lait. L'autre est très secondaire et localisée : l'olive de table.

Dans ces deux cas, la Coopération a été l'animateur déterminant de l'évolution.

Les documents établis naguère par M. Carbonel, directeur, à l'époque, de la CFCA (Confédération Française de la Coopération Agricole), illustrent les schémas des circuits de l'information coopérative, de la communication des données, de la participation des coopérateurs et, par entraînement des non coopérateurs au processus d'évolution déjà cité.

Des réalisations coopératives économiquement remarquables sont maintenant connues en matière de

production de semences, d'aliments du bétail, de fruits et légumes, de vins (par exemple, la Coopérative de Bergerac gère quatre vignobles-témoins de Montbazillac).

Dans d'autres domaines de production, j'essaierai d'étudier, de façon précise, non pas ce qui peut théoriquement être fait, mais *ce qui, selon nous, doit être fait pour évoluer.*

DEUX EXEMPLES CONCRETS

Deux exemples très concrets de développement possible, et déjà réalisé en certaines régions, permettent de tirer des conclusions sur la méthode ou les méthodes permettant d'accélérer l'évolution. Ils illustrent la place privilégiée que la Coopération peut prendre dans le développement.

L'un de ces exemples touche une production essentielle, celle de la viande, qui intéresse tous les départements français et se trouve étroitement liée à celle du lait.

L'autre, a contrario, porte sur une production très secondaire, jusqu'ici assez négligée et considérée comme ne présentant aucun avenir, dans une région limitée.

Dans ces deux cas, la Coopération a joué le rôle d'animateur déterminant de l'évolution.

ou Aberdeen Angus qui font penser à de gros cochons noirs vautrés dans la paille. Les magazines nous montrent le semis en grande culture du soja sous débris de paille soufflée. Artaud produit 30 quintaux à l'ha dans le Gard en 1947. L'agronome Voisin a poussé à fond l'étude du comportement de la vache sur prairie permanente et l'utilisation rationnelle du pâturage tournant, démontrant, avec les Anglais et les Allemands, qu'en climat atlantique ce système d'élevage ou d'engraissement se défend admirablement.

Les chercheurs et les expérimentateurs ont apporté, en France, comme ailleurs, une contribution magistrale à ces problèmes de production de la viande (déshydratation : luzerne, ray grass, cossettes de betteraves).

Les Instituts ont étudié et édité, après essais chez des particuliers, en CETA, de petites brochures précises sur les prairies temporaires, sur les espèces et leurs variétés. Les stations de Jouy-en-Josas, de Clermont-Ferrand, de Lusignan, allient la recherche de la productivité des parcelles à la collecte des données de l'alimentation ; les résultats sont probants. Les constructeurs français, pour ne pas parler des étrangers, mettent à la disposition des éleveurs la gamme la plus complète de machines sans cesse perfectionnées : faucheuses à double lame, tambours,

LA VIANDE

S'il est un domaine où les études, les recherches, les essais ont été depuis longtemps poussés, c'est bien celui-là. René Dumont et Chazal, vulgarisateurs, étudiaient les prairies temporaires chez Benoît Aurion juste après la guerre. Les missions envoyées aux U.S.A., depuis trente ans, reviennent avec des plans de granges à séchage de foin, des photos de silos-tours et de machines à ensiler le maïs alimentant à foison des bandes immenses de taurillons Hereford

disques, râteurs fâneurs, éclateurs, presses de toute densité, groupeurs et chargeurs de balles, ensileuses, remorques auto-chargeuses, séchage en grange, boudins plastiques, silos, hermétiques ou non, silos tranchées, sous plastique, sous vide, machines à traire, à nettoyer les étables, à épandre le fumier, à filtrer, sécher, homogénéiser, désodoriser le lisier, étables à stalles courtes, sur fosses, à stabulation libre, loupes, berceaux à parturition, truies à l'attache, réchauffeurs, ventilateurs, clôtures électriques ou non.

La réduction des pertes énormes au cours de la fenaison, des manipulations du foin, de l'ensilage, a été longuement étudiée. Les tableaux de Demarquilly et Weiss montrent que les fourrages bien récoltés remontent très haut le seuil à partir duquel il faut fournir au bovin des compléments concentrés.

Il s'agit, on nous le dit souvent, de passer, suivant les sols et les climats, de 1 à 1,5, puis, dans des cas favorables, à 2 UGB à l'ha. Il s'agit de valoriser d'immenses étendues de terrains de montagne où les chutes de pluie sont abondantes mais le climat rude.

Les protéines manquent. Mais les possibilités apportées par l'herbe en ce domaine ont-elles été assez étudiées ? L'herbe peut être une machine à transformer les engrais minéraux en matières plus nobles.

Plutôt que de se lamenter sur la pénurie des tourteaux d'importation, il convient de reprendre les études.

Le GNIS vient de présenter cinq témoignages à ce sujet.

On pourrait citer, dans chaque département français, des éleveurs qui obtiennent des résultats remarquables, des associations qui font progresser leurs adhérents à pas de géant. Une visite au Salon de la machine agricole laisse le français assez fier des résultats obtenus et la comparaison, un peu rapide et superficielle, avec les autres pays du Marché Commun pourrait nous donner un complexe de supériorité injustifié, car nos moyennes restent basses.

Revenu dans son département, l'éleveur évolué se dit que les SUAD, les EDE, les Associations d'élevage ou de défense sanitaire ont des données à vulgariser, des nouveautés à présenter : naissances gémellaires, hybrides de porcs, mâles non castrés, sevrages précoces, génisses à un veau (ou génisse unipare qui donne viande rouge plus viande de veau), insémination ovine ou porcine, chaleurs groupées...

Quant à la sécurité dans la commercialisation, elle est encore très partielle, bien que la Coopération progresse vite en ce domaine où elle a pris place très tard.

En matière de développement, le nœud du problème se situe actuellement face à deux difficultés majeures : la permanence dans l'effort et la coordination des hommes.

Pourquoi n'avons-nous pas encore réalisé cette permanence dans les efforts ? Pourquoi, dotés d'atouts multiples et importants (surfaces, valeur des hommes, moyens en argent et nombre des associations) n'avons-nous pas avancé plus vite ?

Les chercheurs ont jeté, disent certains, le trouble dans les esprits par la multitude des idées répandues, par les chiffres, par le découragement devant la distance entre le but à atteindre et la réalité quotidienne.

Les Instituts n'ont pas encore introduit dans les têtes d'agriculteurs ce qu'est un essai valable et probant, et l'éleveur, comme le céréalier ou le vigneron, en sont à la notion de collection, de démonstration qui suit la mode, un peu changeante comme chacun sait.

Les agents techniques sont trop abandonnés à eux-mêmes, petits rois dans leur royaume, récusés ou adorés par le peuple, et s'épuisant dans l'affirmation d'une certitude qu'ils ne possèdent pas toujours, faute de contacts périodiques avec les chercheurs et les responsables de la recherche appliquée. Certes la formation de base n'est pas facile à délivrer, le « moniteur-professeur démonstrateur » qu'est l'agent technique doit être très armé de connaissances et de patience pour convaincre l'agriculteur, le praticien. Les incertitudes et les aléas du métier ont rendu celui-ci difficile, sinon sceptique. Et cependant il faut allier simplicité et certitude, pendant des mois et souvent des années.

La permanence dans les efforts

Le développement en agriculture demande la *permanence des efforts*. La création d'une variété de blé demande 10 ans. Les essais de la méthode des éponges pour le groupage des chaleurs chez les brebis demandent 5 ou 6 ans, et d'importants troupeaux.

Or, quels sont les organismes de longue durée en agriculture ? N'en déplaise aux syndicalistes, dont je m'honore de faire partie, l'association syndicale ou celle de 1901 n'est pas durable en soi. Les groupements de producteurs n'ont pas encore fait de preuves suffisantes à ce point de vue. Les CETA ont joué un rôle d'éveil considérable, mais ont rarement une permanence et des moyens à la hauteur des besoins.

On misait autrefois, par analogie avec les Facultés, sur les domaines des Ecoles d'Agriculture, toujours utiles pour la formation des élèves. J'ai arpenté pendant des mois avec Brétignière la ferme de Grignon et y ai beaucoup appris. Mais, pour une action de

développement, il faut une ferme extérieure, gérée de façon autonome par un responsable de classe, et la Cour des Comptes n'aime pas les équilibres difficiles et moins encore les déficits qui accompagnent une recherche appliquée.

Il reste donc les *Chambres d'Agriculture*, et les *Coopératives* ou leurs *Unions*, en tant qu'*organismes ou associations vraiment durables*.

Les Chambres d'Agriculture doivent être des piliers du développement, mais leurs efforts se basent, par l'intermédiaire des SUAD, des EDE, du CDDA sur des budgets annuels ou faiblement pluriannuels. Elles sont le reflet des opinions de leurs membres élus ; les investissements ont souvent porté jusqu'ici sur des réalisations immobilières citadines, sur des immeubles administratifs. Il est souvent difficile (je parle en connaissance de cause) de leur faire acheter un domaine expérimental, de le leur faire gérer, exploiter, conclure un bail emphytéotique. Les Chambres qui le font s'en félicitent, et les agriculteurs progressent. On retrouve ici, à un moindre degré, les difficultés qu'avaient rencontrées les dirigeants de l'INRA en cherchant à acheter et à gérer des domaines de recherche appliquée. Ce n'était pas là le rôle indispensable de l'INRA.

Paradoxalement, les pouvoirs publics sont moins portés aux plans à long terme que l'agriculteur, bien obligé d'attendre 6 ans avant que son poirier donne des fruits, ou 10 ans avant de constituer un troupeau bovin de grande qualité.

De plus, les Instituts ont été créés pour cette recherche appliquée qui constitue leur domaine. Mais eux non plus n'ont pas en général les moyens de se payer des établissements permanents, des parcelles, des fermes, des élevages sans ou avec sol durables. Comme le coucou, ils sont obligés d'utiliser le nid des autres, d'autant plus qu'ils ont déjà dépensé bien des efforts, beaucoup d'argent et de matière grise en publications, brochures, réunions, visites, consultations...

C'est ici que nous voyons apparaître le rôle de la coopérative. Une coopérative dure longtemps. Bien ou mal gérée, elle a, comme le dit Aurion, la peau dure ; en général elle prospère ou tout au moins surnage. De plus 65 à 70 % des agriculteurs adhèrent d'une façon ou d'une autre à une coopérative : ce chiffre est beaucoup plus important que celui des adhérents à des groupements de développement, CETA, CIVAM...

Les résultats d'une culture, d'un élevage, d'une production en général, frappent par le prix total obtenu. En matière de viande, le prolongement du travail de l'éleveur apparaît vite à la vue des carcasses. C'est encore plus vrai dans la salaisonnerie coopérative qui pousse le produit jusqu'au magasin.

Produire 6 % des jambons français conservés au sel sec, en attendant d'en faire bientôt 20 %, et reprendre les méthodes artisanales pour la saucisse et le saucisson, devient possible. Le prix de la charcuterie de luxe faite dans ces conditions n'a plus aucun rapport avec celui de la charcuterie courante. A quand les AOC charcutiers ?

Cette importance de la Coopération dans l'évolution du travail et des connaissances de l'agriculteur, et plus encore de l'éleveur, a été reconnue par le syndicalisme jeune et aîné, affirmée par l'ANDA. Encore faut-il, pour qu'il y ait développement, que la participation du coopérateur existe, que l'éleveur établisse une relation (étudiée et comprise en tenant compte des investissements intellectuels et matériels à long terme) entre le prix coopératif et le prix plus fluctuant donné par l'extérieur. Les Centres de Gestion peuvent beaucoup pour clarifier ces problèmes, et leurs conclusions, au lieu d'être individuelles, deviennent immédiatement collectives lorsqu'ils travaillent avec une coopérative. Des arbitrages entre naisseurs et engraisseurs, entre des productions d'œufs à couver pour la chair ou la ponte, deviennent possibles. Les agents techniques peuvent les commenter.

La plupart des agriculteurs pourraient, théoriquement, être touchés par voie coopérative pour le développement.

Aussi l'Union ou la coopérative peut (et bon nombre d'entre elles l'ont fait, ou ont l'intention de le faire), acheter un domaine d'élevage, le mettre à la disposition conjointe de l'INRA et du ou des Instituts intéressés, en faire, avec l'appui du SUAD, de l'EDF, du CDDA, un centre de réunions périodiques des conseillers techniques.

Nous voyons ainsi apparaître, en un point particulier du territoire une salle de réunion près des étables, bergeries, poulaillers, porcheries, pour une petite ou grande région.

Le développement devient chose tangible avec la sécurité qu'apporte l'exemple collectif de l'essai coopératif en ferme d'élevage. Cette ferme permet de juxtaposer les essais de fourrages, de granulés, de souches ou croisements d'animaux, avec toutes les répétitions nécessaires, les vérifications successives dans le temps, la permanence de spécialistes, rattachés ou non rattachés à la coopérative, mais qui n'ont pas à avaler des centaines de kilomètres pour vérifier les résultats. Ce qui échoue est repoussé, sans pertes trop lourdes pour l'éleveur particulier. On ne vulgarise que des certitudes, ou des « certitudes très probables ».

Un petit exemple en élevage : celui du système Materlap pour suppression de mise au mâle des lapines, qu'il vaut mieux étudier collectivement avant de le vulgariser.

Ces charges supplémentaires que l'Union ou la Coopérative prévoyante s'imposent dans l'intérêt général, doivent avoir une compensation dans l'appui qu'elles peuvent obtenir de l'ensemble des associations agricoles. Sinon la coopérative engagée dans cette voie fait supporter à ses adhérents le poids d'un service public, ils ont vite fait de comparer les résultats à ceux d'une voisine ou d'un négociant astucieux qui engrangent des certitudes et paient un peu mieux que la généreuse.

L'OLIVE DE TABLE

Production jugée peu importante, n'intéressant qu'une partie de la zone méditerranéenne, elle était condamnée par les pouvoirs publics, et condamnée dans l'esprit des viticulteurs méridionaux, sauf en certains coins particuliers, avec une appellation.

La prime à l'olivier récompensant les petits malins qui trouvaient dans l'arbre de Minerve une source permanente de revenus, sans profit pour la collectivité, avait donné le coup de grâce à ce pauvre arbre au tronc noueux.

L'INRA avait vu la collection et les clones intéressants obtenus par deux chercheurs, menacés de disparition, menacés à la fois par des lotissements et par la vente d'une propriété où la collection avait été replacée. Mais il n'y a rien de moins stable en France (en matière de recherche notamment) que la propriété individuelle, soumise à l'humeur variable du ou des propriétaires successifs qui arrachent sans remords ce qui a coûté tant d'efforts.

Ici encore une coopérative a trouvé un terrain, l'a mis à la disposition de l'INRA et du Service oléicole de Marseille, a prévu un entretien de la plantation.

On va procéder :

- a) à l'installation des clones et à leur comparaison ;
- b) à des études de longueur du tronc pour secouage des arbres ;
- c) à des essais de fertilisation azotée en zone irriguée, avec plantation dense, conduite en touffes basses.

Grâce à l'appui de la Chambre d'Agriculture, de l'Invuflec, grâce surtout à l'initiative coopérative, nous passons de l'ère des poètes à celle des réalistes, tout en contribuant à faire enfin avancer les données d'une culture rationnelle.

L'olivier ainsi choyé commence à porter des olives à 3 ans !

La coordination.

Mais la permanence des lieux propices au développement ne suffit pas. Il faut aussi la *coordination des efforts*, pour dépasser ce *progrès en petits morceaux*, décourageant et morose. Il faut pouvoir mesurer le taux de pénétration du progrès, la stabilisation de cette pénétration, la proportion quasi immuable de réfractaires irréductibles.

Le problème est global. L'appui de tous est nécessaire pour l'utilisation rationnelle des fonds importants consacrés par l'INRA à la recherche, ceux distribués par l'ANDA, ceux provenant des Chambres d'Agriculture, des services du Ministère, du FORMA, des Conseils Généraux...

Le Président de la CFCA, au cours d'une réunion de la récente Assemblée Interfédérale des Coopératives (UNCAC, UNCAA, Oléagineux et Syncopac), a insisté sur la nécessité de coordination de toutes les coopératives. En matière de développement, c'est indispensable et sans doute plus facile qu'en d'autres matières. *La coopérative polyvalente* est bien placée pour faire une coordination des efforts des branches.

La coopérative polyvalente est mieux placée pour faire l'étude de marchés qui demandent des produits associés à la vente : charcuterie ou lapins avec la volaille. Elle possède sur les spécialisées un avantage considérable. Elle peut procéder en son sein à des ripages de cultures ou d'élevages. On évite que chaque coopérative spécialisée essaie de maintenir une production pour amortir des investissements importants. Le cas se présente souvent actuellement pour les chaînes de conditionnement d'œufs.

Mais les Français sont-ils incapables de faire une chaîne d'hommes ayant des responsabilités diverses et complémentaires ?

Ne sont-ils à l'aise que dans des rivalités d'individus ou de groupes, tous axés cependant vers ce développement qui leur tient à cœur ?

Ne peut-on prévoir :

— *Une table ronde* par petite région agricole, non seulement pour la défense des hommes et des prix, mais aussi pour le développement en agriculture. Nous y verrions, de façon périodique, les chercheurs, les cadres des Instituts, les agents techniques, les agriculteurs se réunir pour faire le point.

— *Un plan par production* avec des vues à long terme et des choix possibles pour maintenir un équilibre entre les produits, suivant l'évolution du marché.

— *Par les coopératives*, une mise à la disposition des chercheurs, des Instituts, des conseillers techniques, des agriculteurs, *de domaines, de champs, d'étables, de locaux* qui auront la permanence indispensable à une œuvre de longue haleine.

Nous demanderons à l'INRA de nous déléguer, de temps en temps, quelques chercheurs ou ingénieurs de recherche pour faire des exposés précis sur les points acquis, devant un auditoire composé des cadres des Instituts, des agents techniques et des agriculteurs passionnés par les questions traitées, tous réunis ensemble.

Nous récusons la cascade plus ou moins hiérarchique des données, qui ne convient qu'à l'armée. Celle-ci, aussi, essaie de modifier ses méthodes. Les filtres ralentisseurs successifs ne sont plus de mise — quitte à faire souffrir certains prestiges — si l'on veut progresser vite.

CONCLUSION

Le développement agricole en France progresse à une allure très modérée, malgré la valeur incontestable des hommes et des institutions, malgré l'étendue des surfaces disponibles, l'importance du cheptel, les aides importantes dont disposent les agriculteurs, aides qu'ils utilisent de façon trop dispersée. Le progrès vient par petits morceaux.

Deux points paraissent devoir être soulignés car ils sont essentiels :

A) A la suite d'un plan comportant des variantes d'équilibre, conçu à long terme, *par petite région*, il est nécessaire de multiplier les *établissements stables et permanents* pour procéder, dans les conditions du milieu, à des *travaux de recherche appliquée*.

Les coopératives ou leurs unions, pour ne pas parler des *SICA*, appuyées par les autres organisations professionnelles désireuses de rompre avec les habitudes actuelles, peuvent *fournir ces points d'appui solides du développement*.

Les Chambres d'Agriculture peuvent aider, de leur autorité et de leurs moyens, cette mise à la disposition de la chaîne du développement, de lieux stables *d'expérimentation prolongée* et par conséquent de vulgarisation efficace.

La sanction économique des prix et des revenus peut convaincre les agriculteurs, s'ils admettent, ou si le syndicalisme, les Centres de Gestion, le Crédit, la Mutualité leur font admettre, qu'ils travaillent pour leur avenir au prix de sacrifices à court terme.

Comme dans toute entreprise industrielle importante, une certaine proportion des revenus nets ou des aides extérieures doit passer à la recherche appliquée, guidée par la recherche de base.

Mais une entreprise coopérative importante peut se payer le luxe d'étudier un certain nombre de productions à l'avance, de les tester par cultures ou élevages expérimentaux, et de ne lancer les agriculteurs de la région dans cette voie que si les

débouchés sont favorables. S'ils cessent de l'être, on peut arrêter une culture ou un élevage de façon totale, quitte à tenir compte des annuités d'amortissement ou de la reconversion possible des locaux ou des installations. *Quand la confiance est créée, tout le pays (coopérateurs ou non coopérateurs) suit le conseil.*

De nombreux exemples peuvent en être fournis. Cette « souplesse » d'une région est précieuse pour créer ou cesser de fournir des marchés avantageux ou non, pour éviter l'extension des insectes ou des rouilles.

La difficulté en agriculture provient de ce que les plus généreux et les plus lucides travaillent pour les autres. Mais la *prospérité relative* de régions à prédominance d'implantations coopératives qui se complètent, ou polyvalentes, lorsque la coopération assume en grande partie la charge du développement, prouve que la voie est bonne. Un indice qui ne trompe pas : *le prix de la terre monte dans le secteur par rapport aux régions voisines.*

La vulgarisation se fait plus vite ; elle touche la majorité des agriculteurs. Ceux-ci finissent par être convaincus de l'intérêt qu'ils ont à suivre eux-mêmes de très près les essais, ne serait-ce que pour éviter les grosses erreurs. Le revenu net possible ou probable de chaque hectare ou de chaque bête est déterminé de façon assez exacte, le seuil de rentabilité moyen aussi.

Mais ce n'est pas tout. La Coopération doit jouer dans le sens d'une « Cuma de cerveaux ». La chaîne pour l'application d'un plan par petite région ou région à sols et climat homogènes, doit réunir des hommes qui d'habitude ne se rencontrent pas assez, ne se forment pas assez, ou ne s'informent pas réciproquement. Les réunions professionnelles sont souvent peu efficaces parce que se réunissent des hommes du même milieu, de même formation, harcelés des mêmes problèmes urgents.

J'ai besoin, en tant qu'agriculteur, de la précision du chercheur, du renseignement et du petit livre de l'ACTA, des opinions de mes collègues, de l'aide de l'agent technique.

Tout cela peut être, périodiquement, mis en commun, et le sera si nous pouvons nous réunir dans une ferme, dans un bâtiment d'élevage qui appartient à tous. C'est beaucoup plus vivant que le bureau d'un immeuble de ville.

Un de mes amis me dit parfois : « Vous prêchez dans le vide. La Coopération est une dame pleine de complexes. Elle ne parle que de ses maux... ». Mais cela ne m'empêche pas d'affirmer : « *Oui, la Coopération peut faire progresser, de façon immédiate et profonde, le développement.* »